



---

## **Lutte contre le braconnage et protection de la biodiversité : le Conseil départemental agit**

---

L'association environnementale Sea Shepherd France a, à plusieurs reprises, ces derniers jours, par la voix de sa présidente, évoqué le « laxisme » du Conseil départemental à propos de la surveillance des plages et du braconnage de tortues, en des termes qui incitent l'institution à apporter quelques précisions.

La rapidité du confinement, lorsqu'il a été décrété, et la pénurie initiale d'équipements ont effectivement conduit le Conseil départemental à prioriser le maintien de quelques équipes dans des services dits essentiels à la population (PMI par exemple).

Du 17 mars au 24 avril, les actes de braconnages ont effectivement augmenté sur les plages de Moya 1 et 2. Le Conseil départemental a remis en place des équipes de surveillance dès le 24 avril dernier.

Depuis le retour des agents départementaux sur le terrain, il n'y a pas eu de braconnage constaté sur les plages de Moya 1 et 2. Le Conseil départemental s'est, par ailleurs, porté partie civile aux côtés des associations Les Naturalistes, Mayotte Nature Environnement, Oulanga na Nyamba dans le procès de deux braconniers malheureusement relâchés pour vice de procédure. Le Conseil départemental a également alerté le REMMAT (Réseau Mahorais d'Echouage des Mammifères et Tortues) pour une tortue en détresse sur la plage de Dapani au mois de mai.

Outre la dissuasion, rappelons les actions conduites sur le volet tortues marines :

- **Suivi des populations de tortues marines en phase de ponte** (relevés des traces sur les plages de Moya 1 et 2, les plages de Charifou, Goela et Boueni). Un indicateur national est en cours de développement avec l'Observatoire National de la Biodiversité. Les premiers travaux sur les données recueillies par nos agents montrent une stabilisation de la fréquentation sur les sites où le Département est présent. Une publication officielle est à venir.
- **Participation au projet INTERREG Indian Océan Turtle piloté par IFREMER** consistant à poser des balises sur des tortues et des récepteurs sur Mayotte (miniaturisation des balises). Les agents départementaux aideront l'IFREMER à poser les balises sur les tortues au deuxième semestre 2020 et à trouver des sites pour la pose des récepteurs.
- **Etude de faisabilité sur la mise en place d'une structure locale dédiée aux tortues marines** (centre de soin et d'étude à minima). Le dossier de consultation est prêt et l'Assemblée va délibérer prochainement.

**CONTACT PRESSE**

Bruno COHEN-BACRIE

[bruno.cohenbacrie@cg976.fr](mailto:bruno.cohenbacrie@cg976.fr) • 0639 69 89 06

**Direction de la Communication**

[dir.com@cg976.fr](mailto:dir.com@cg976.fr) • 0269 63 60 60

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE**

BP 101

97645 MAMOUDZOU CEDEX

02 69 66 10 00

[www.cg976.fr](http://www.cg976.fr) / [www.cd976.fr](http://www.cd976.fr)



## Communiqué de presse

*Mamoudzou, le jeudi 11 juin 2020*

- **Constitution d'un projet LIFE sur les tortues marines de l'Océan Indien** (connaissances, bancarisation, lutte contre le braconnage, ...)
- **Développement en interne d'un outil de collecte de donnée** qui pourra à terme faire le lien avec la base de données régionale TORSOLL. Administrée par Kelonia, basée à la réunion, celle-ci vise à harmoniser et sécuriser les données collectées dans le cadre de programmes d'étude et de suivi des tortues marines, et ainsi à faciliter le partage d'information entre scientifiques et gestionnaires de différents pays et territoires via une gestion des données autonome et sécurisée.
- **Participation active aux groupes de travail du Plan National d'Action sur les Tortues Marines.**
- **Transmission des cas de braconnage au REMMAT (Réseau Mahorais d'Echouage des Mammifères et Tortues).** Le Conseil départemental est le plus important contributeur.
- **Relais de la pétition en ligne des associations contre le braconnage.** Outre un surcroît de moyens matériels et humains pour endiguer ce fléau, il s'agit « d'inviter la justice à prendre des sanctions exemplaires pour les braconniers, mais également les consommateurs qui entretiennent cette activité illégale. »

Si tout n'est pas parfait, loin s'en faut, le Conseil départemental agit dans la mesure de ses moyens et ne saurait donc laisser parler de « laxisme ».

### CONTACT PRESSE

Bruno COHEN-BACRIE

[bruno.cohenbacrie@cg976.fr](mailto:bruno.cohenbacrie@cg976.fr) • 0639 69 89 06

**Direction de la Communication**

[dir.com@cg976.fr](mailto:dir.com@cg976.fr) • 0269 63 60 60

### CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

BP 101

97645 MAMOUDZOU CEDEX

02 69 66 10 00

[www.cg976.fr](http://www.cg976.fr) / [www.cd976.fr](http://www.cd976.fr)